

parlementaire, au sujet de l'assemblée annuelle de l'Union interparlementaire, qui doit avoir lieu à Ottawa en septembre prochain.

Je projette aussi une courte visite à Paris pour discuter avec M. Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale des voies et moyens de resserrer les liens qui unissent les parlementaires de nos pays respectifs. Je prévois revenir à Ottawa au cours de la fin de la semaine du 25 juin.

Avec la permission de la Chambre, l'Orateur suppléant, l'honorable député de Stormont, occupera la présidence pendant mon absence. Je demande à la Chambre de m'autoriser à me rendre outre-mer à son service.

**Des voix:** Entendu!

### LES TRANSPORTS AÉRIENS

#### RUMEURS D'OFFRE D'ACHAT D'AIR-CANADA ET DES LIGNES AÉRIENNES DU PACIFIQUE-CANADIEN

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Eldon M. Woolliams (Bow-River):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Transports. La rumeur circule qu'un groupe d'hommes d'affaires canadiens, dirigés par des industriels de l'Ouest fort connus, aurait fait au cabinet une offre ferme d'achat d'Air-Canada et des Lignes aériennes du Pacifique-Canadien, et que cette offre aurait été rejetée. Le ministre voudrait-il faire quelques commentaires à ce sujet?

**L'hon. J. W. Pickersgill (ministre des Transports):** Cette nouvelle ne contient rien de vrai.

**M. Woolliams:** Je pourrais dire au ministre qu'elle a été diffusée dans plusieurs bons journaux libéraux.

### LA PRODUCTION DE DÉFENSE

#### NAVIRES HYDROGRAPHES—MODIFICATION DES MODALITÉS DES APPELS D'OFFRES

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. T. C. Douglas (Burnaby-Coquitlam):** Monsieur l'Orateur, le premier ministre déclarait le 1<sup>er</sup> juin que l'administration délibérerait sur l'opportunité de continuer à appeler des soumissions régionales dans le cas de vaisseaux achetés par le gouvernement. Étant donné que le gouvernement commande trois vaisseaux sur la côte du Pacifique, sa décision à cet égard est d'une grande importance pour les employés de l'industrie navale. Le premier ministre est-il prêt à annoncer le résultat de ces délibérations?

**Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre):** Non, monsieur l'Orateur, mais j'es-

[M. l'Orateur.]

père annoncer sous peu une décision satisfaisante pour tous les intéressés.

### L'ASSURANCE SOCIALE

#### POURSUITES RELATIVES AU DÉFAUT D'IMMATRICULATION

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. R. N. Thompson (Red-Deer):** Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au ministre du Travail? A maintes reprises, depuis quelques semaines, je lui ai demandé si d'autres compagnies que les éditeurs du *Canada Month* sont poursuivies en justice pour avoir refusé d'obliger leurs employés à obtenir un numéro d'assurance sociale. D'autres sociétés ou organisations, et notamment des associations d'instituteurs, refusent-elles d'obliger leurs membres à obtenir ces numéros?

**L'hon. A. J. MacEachen (ministre du Travail):** Monsieur l'Orateur, on m'informe que la poursuite dont mon honorable ami a parlé est la seule qui ait été intentée jusqu'ici en vertu des dispositions de la loi sur l'assurance-chômage. Pour ce qui est des instituteurs, on me dit que les dirigeants de la Fédération canadienne des instituteurs incite leurs membres à se procurer des numéros d'assurance sociale. Au début, il y a eu des protestations parce que les instituteurs ne sont pas visés par l'assurance-chômage et n'étaient donc pas obligés à l'enregistrement automatique mais, depuis l'adoption du régime de pensions du Canada qui prévoit une autorisation statutaire pour les enregistrements futurs, les associations d'instituteurs encouragent leurs membres à s'enregistrer.

**M. Thompson:** Une question supplémentaire. Le gouvernement entend-il poursuivre d'autres compagnies qui refusent aussi d'obliger leurs employés à se procurer des numéros d'assurance sociale?

**L'hon. M. MacEachen:** Monsieur l'Orateur, la poursuite est intentée parce que la compagnie ne s'est pas conformée aux dispositions prévues depuis vingt ans dans la loi sur l'assurance-chômage. S'il y a d'autres infractions à la loi, il faudra songer à entamer des poursuites en conséquence.

[Français]

### LA GENDARMERIE ROYALE

#### QUÉBEC—LES FORMULES DE RAPPORTS SERAIENT UNILINGUES

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Robert Beaulé (Québec-Est):** Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre de la Justice.